

Baisse des prix du pétrole, chute

«La politique est une guerre sans effusion de sang et la guerre une politique sanglante», disait Mao Tsé-toung. Sans doute, peut-on, sans excès, en dire autant de l'économie, aujourd'hui. Ne sert-elle pas, de plus en plus, des buts de guerre géopolitiques, comme l'actualité de ces derniers temps nous en a fait la démonstration grandeur nature.

Le pétrole est utilisé comme arme politique, tandis que les manipulations monétaires servent délibérément à détruire les monnaies de pays «ennemis», dans ce cas précis, la devise russe, le rouble.

Des actions qui pourraient être rangées dans la catégorie des «armements de conception nouvelle» telle que la définissent les auteurs d'un livre au titre significatif *La guerre hors limites*^[1]. Et s'il en fallait confirmation, on ne peut plus claire et sans

La banque centrale russe a averti que si les cours du pétrole restaient à leur niveau actuel, autour de 60 dollars le baril, le produit intérieur brut pourrait en fait chuter d'au moins 4,5% en 2015. Il s'agit en fait d'une véritable guerre économique, dont les mesures de sanctions économiques et d'embargo ne sont que la partie visible de l'iceberg. Quand le peuple russe sera recruté de souffrances, escomptent les dirigeants américains, il entendra enfin «la voix du bon sens» et chassera ses dirigeants, exauçant ainsi le vœu ardent des Occidentaux.

équivoque, elle nous est fournie pas la récente déclaration du président des Etats-Unis, Barak Obama, qui se félicite des effets des attaques menées par son pays contre l'économie russe. «Une partie de notre raisonnement, reconnaît publiquement le chef de la Maison-Blanche, était que la seule chose qui maintenait leur économie à flot était le cours du pétrole», et que le déclenchement de sanctions «rendrait l'économie russe suffisamment vulnérable pour qu'en cas de perturbations du prix du pétrole (...) ils aient des difficultés énormes».

La baisse des cours du pétrole de 50% est bien donc une décision politique, hautement revendiquée, prise pour exercer des pressions sur l'économie russe et l'affaiblir.

Sanctions économiques :
des armements de conception nouvelle

En guise de pressions, c'est en fait d'une attaque en règle qu'il s'agit, déclenchée contre la Russie et ses finances, contre sa monnaie, contre ses revenus pétrogaziers et avec les sanctions ciblées, contre son potentiel économique. Les États-Unis et l'Union européenne ont monté une batterie de sanctions économiques, militaires, technologiques et énergétiques ainsi que des mesures d'embargo visant des secteurs-clés de l'économie russe, les secteurs de l'énergie, de la défense et de la finance, avec la suspension d'exportations, l'assujettissement de nouvelles banques et entreprises du secteur de la défense aux sanctions et la suspension formelle des crédits à l'exportation et des financements du développement économique russe, auxquelles s'ajoutent blocages des avoirs et interdictions de visa à l'encontre des hommes politiques, des hommes d'affaires et des entreprises russes, en limitant l'accès des plus grandes banques russes (Sberbank, VTB, Gazprombank, Banque agricole et VEB) à leurs marchés financiers.

Les sanctions empêchent les banques de se refinancer à plus de 30 jours. Victime des manipulations spéculatives ciblées, le rouble a perdu près de 60% de sa valeur depuis le début de l'année 2013. Si les observateurs font opportunément remarquer à ce propos, que «les fondamentaux russes ne justifient en aucune façon un tel effondrement de la monnaie russe : des

finances étatiques saines, une dette publique très basse, de grosses réserves en devises étrangères et en or»^[2], les cerveaux américains de la guerre économique n'en ont cure. L'attaque va entraîner un certain appauvrissement de l'économie russe et de la grande majorité de la population russe, et c'est ce qui est recherché. L'effondrement du taux de change va inévitablement conduire à une augmentation des prix.

L'effet d'une telle «dévaluation» manipulée est le renchérissement du coût des importations. En même temps, les entreprises voient leur service de la dette s'alourdir considérablement. On estime à 130 milliards de dollars le montant de l'ardoise que les entreprises et les banques devront régler d'ici la fin 2015. Sur le front énergétique, la guerre saoudo-américaine déclenchée contre le prix du pétrole et qui l'a fait chuter de près de 50% vise à provoquer une détérioration brutale de la balance commerciale russe. Les hydrocarbures représentent les deux tiers des recettes d'exportations de l'Etat russe. Son manque à gagner pourrait

s'élever entre 90 et 100 milliards de dollars, d'après une évaluation du ministère des Finances russe. 10% en moins sur le baril c'est presque 1,5 point de croissance en moins. La banque centrale russe a averti que si les cours du pétrole restaient à leur niveau actuel, autour de 60 dollars le baril, le produit intérieur brut pourrait en fait chuter d'au moins 4,5% en 2015. Il s'agit en fait d'une véritable guerre économique, dont les mesures de sanctions économiques et d'embargo ne sont que la partie visible de l'iceberg. Quand le peuple russe sera recruté de souffrances, escomptent les dirigeants américains, il entendra enfin «la voix du bon sens» et chassera ses dirigeants, exauçant ainsi le vœu ardent des Occidentaux. Cette offensive de type militaire vise, en effet, tout particulièrement, à frapper de plein fouet les formes et standards de consommation propres aux couches moyennes pour entraîner cette catégorie sociale «sensible» dans un mouvement de contestation du régime et, au premier chef, de Vladimir Poutine. On est bien loin de la sollicitude exceptionnelle manifeste dont avait fait l'objet de la part des dirigeants des puissances capitalistes et des milieux financiers internationaux l'ex-dirigeant de l'ex-URSS Mikhael Gorbatchev, celui qu'ils avaient affectueusement surnommé Gorby, sollicitude fondée, dès le départ, sur son ralliement aux concepts de l'économie libérale^[3].

Le président Bill Clinton n'avait pas, d'ailleurs, hésité, en 1995, à exprimer sa satisfaction devant ce virage à 180°, dans les termes les plus clairs et les plus explicites : «Les dix dernières années de notre politique envers l'URSS, affirme-t-il, ont démontré la justesse de nos prises de position visant à écarter l'une des plus grandes puissances du monde... Nous avons réussi ce que s'apprêtait à faire le président Truman à l'aide de la bombe atomique. A une différence près : nous avons gagné une réserve de matières premières. Oui, nous avons dépensé pour cela des milliards de dollars mais dès aujourd'hui nous sommes pratiquement rentrés dans nos fonds.»^[4]

De fait, les Etats-Unis se voyaient amplement récompensés. En été 1991, un «groupe de travail commun» (dont le président du côté russe était le libéral Grigori Yavlinski^[5]) présentait à la commission sénatoriale pour les relations extérieures des Etats-Unis un

plan de réformes intitulé «Une fenêtre d'opportunité». C'était le programme de «transition de l'Union soviétique vers une démocratie à économie de marché». Cette «fenêtre d'opportunité» va être judicieusement mise à profit par l'ancien adversaire américain. Le programme réclamait pour sa mise en œuvre de 60 à 250 milliards de dollars. Le Congrès américain a décidé qu'il fallait «aider» l'ex-Union soviétique à élaborer et mettre en place les programmes de la «période de transition», mais seulement sous forme de crédits commerciaux. Afin de garantir ces crédits, le gouvernement de Tchernomyrdine va aller jusqu'à confier aux Etats-Unis et à l'Union européenne les réserves en devises de son pays^[6]!

C'est, en réalité, à ce statut de vassal que la présente guerre économique américaine veut ramener de nouveau la Russie.

Dans le viseur des Etats-Unis, il n'y a pas que la Russie, puissance globale à éliminer de l'échiquier géopolitique. La guerre économique de Barack Obama cible également le Venezuela. «Elle vise à recoloniser notre pays, anéantir notre souveraineté et notre révolution en faisant s'effondrer notre économie», a dénoncé le président vénézuélien Nicolas Maduro. Faire vaciller le pouvoir chaviste, lui enlever les moyens de financer sa révolution sociale, l'obliger à céder des actifs, le contraindre à l'ajustement structurel, ramener le Venezuela bolivarien dans le giron, les snipers de la guerre économique égrènent au grand jour leurs souhaits, c'est le côté cour. Côté jardin, revenus sur scène, les bons Samaritains, reprennent le refrain des réformes «indispensables et incontournables». Entendre par là, hausses généralisées de prix, libéralisation et privatisation de l'économie, gel des salaires et réduction des dépenses publiques. Un air de déjà vu.

En ligne de mire également, un autre pays qui hante les Etats-Unis et leurs alliés : l'Iran qui est confronté depuis de très longues années à un embargo implacable et qui va subir les contrecoups de la casse des prix du brut perpétrée par l'Arabie Saoudite pour le compte des buts de guerre économique de Washington. Déjà étranglé par des sanctions internationales et une chute de sa devise, l'Iran, qui tire l'essentiel de ses devises de l'exportation de pétrole, pourrait aussi voir son PIB amputé de 5%.

L'impérialisme du billet vert ^[7]

Mais là ne s'arrête pas la liste des victimes de cette guerre qui ne dit pas son nom. Elle punit également ceux déclarés coupables du crime d'«intelligence avec l'ennemi». Des banques et non des moindres sont condamnées à payer de très lourdes amendes pour avoir enfreint l'embargo décrété par les Etats-Unis contre tel

Dans le viseur des Etats-Unis, il n'y a pas que la Russie, puissance globale à éliminer de l'échiquier géopolitique. La guerre économique de Barack Obama cible également le Venezuela. Faire vaciller le pouvoir chaviste, lui enlever les moyens de financer sa révolution sociale, l'obliger à céder des actifs, le contraindre à l'ajustement structurel, ramener le Venezuela bolivarien dans le giron, les snipers de la guerre économique égrènent au grand jour leurs souhaits, c'est le côté cour.

ou tel Etat par eux blacklisté.

BNP devra régler 8,834 milliards de dollars (environ 6,45 milliards d'euros) d'amende aux Etats-Unis. Motif de la punition : le commerce avec Cuba, l'Iran et le Soudan, pays qui sont placés sous embargo américain. Ces transactions, il faut le souligner, ont été réalisées à travers la filiale genevoise de la banque franco-belge. Des têtes ont également été exigées. Résultat : une trentaine de hauts cadres de BNP Paribas licenciés en quelques mois. Pour pouvoir conserver sa licence, la banque a dû, de plus, accepter de suspendre pour un an, à partir du 1^{er} janvier 2015, ses opérations de compensations en dollars sur les marchés

Par Abdelatif Rebah

du pétrole et du gaz. Qui a puni ? C'est la justice américaine ! Comment a-t-elle pu punir des actes d'une banque française — et la France n'avait tout simplement pas d'embargo financier vis-à-vis des pays incriminés pendant la période en cause (2002-2009) — quand ces actes se sont déroulés en dehors du territoire américain et ne relèvent donc pas de la juridiction des Etats-Unis ? Aucune règle du droit international ne le justifie donc. Sauf que, dès lors que des flux en dollar sont impliqués, le droit états-unien prévaut sur l'ensemble des pays de la planète. Si le commerce avec les pays sous embargo américain avaient été réalisé dans une autre monnaie que le billet vert, BNP Paribas ne serait pas tombée sous le coup des lois américaines. Telle est la réalité crue de ce monde dollarisé qui fait des structures financières des pays particuliers et des organisations entières les jouets impuissants des visées géostratégiques des Etats-Unis. BNP Paribas ne pouvait opposer une résistance à ces sanctions illégitimes s'il ne voulait pas, tout simplement, subir une interdiction d'utilisation du dollar. Ce n'est pas la seule opération de racket pour cause de non-alignement sur la politique des Etats-Unis.

Commerzbank, deuxième banque allemande et qui fait partie des 20 principales institutions bancaires d'Europe, va devoir payer 1 milliard de dollars au gouvernement américain pour «transactions illégales (sic !) entre ses filiales américaines et des partenaires à Cuba, en Corée du Nord, en Iran, ou au Soudan». D'autres institutions bancaires font l'objet d'enquêtes de la justice américaine : l'allemande Deutsch Bank, les françaises Crédit Agricole et Société Générale, l'italienne UniCredit.

Comme l'explique un spécialiste de l'euro et des questions monétaires... «le «privilège exorbitant» du dollar revient à faire des Etats-Unis la banque des échanges du monde, même dans le cas où rien de ces échanges ne transite par les Etats-Unis — ce qui permet à l'autorité politique américaine d'exercer des pressions et des contraintes sur, en somme, le reste de la planète»^[8].

On comprend sans peine, ensuite, pourquoi l'ancien économiste à la Fed, Adam Posen, spécialiste des questions monétaires, proclame, sans ambages, dans un entretien au journal *Le Monde*, que «le dollar doit rester la devise de référence du commerce international», n'hésitant pas même à dire que «c'est une question géostratégique autant que monétaire».

Il offre la meilleure sécurité possible aux Etats-Unis dans l'économie mondiale,

confie-t-il au quotidien français^[9]. Qui en aurait douté ? Et surtout qui peut l'ignorer sans courir de très graves périls ? Ne dit-on pas avec insistance que l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis a commencé immédiatement après que Saddam Hussein eut exigé que les calculs dans le cadre du programme «Pétrole contre nourriture» se fassent en euros et non en dollars américain ? En septembre 2000, il a en effet déclaré que l'Irak n'avait plus l'intention d'accepter des dollars en échange du pétrole qu'il vendait dans le cadre de ce programme et a ordonné de convertir en euros les 10 milliards de dollars placés sur le compte que gérait l'ONU. L'Irak devait rendre gorge.